

# Grève en Guadeloupe : générale, unitaire et déterminée

dimanche 8 février 2009, par [GANOT Patrice](#), [LKP](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2009).

**La mobilisation par la grève générale des Guadeloupéens contre la vie chère et le chômage est historique. Patrice Ganot, membre de la Centrale des travailleurs unis (CTU), président d'Attac-Guadeloupe et secrétaire du Cercasol (équivalent du NPA), en fait pour nous l'analyse.**

Sommaire

- [Solidarité](#)
- [Ferveur populaire](#)
- [Négociations en direct](#)
- [Guadeloupe : communiqué du LKP](#)

Pointe-à-Pitre,

L'importante manifestation du samedi 24 janvier s'est prolongée, le dimanche, par un déboulé [1] dans les rues de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre. Un de nos députés-maires, participant à la grande négociation au CWTC, le bâtiment mis à disposition par la Chambre de commerce de Pointe-à-Pitre, citait Victor Hugo : « *Une foule n'est pas le peuple mais [...] la foule que j'ai vue dans les rues de Pointe-à-Pitre ressemblait étonnamment au peuple de la Guadeloupe.* » Les chiffres de participants à cette manifestation de samedi ont varié de 8 000 à 25 000, mais l'ampleur en était telle que le chiffre de 25 000, annoncé par le collectif Liyannaj kont pwofitasyon (LKP, « Collectif contre l'exploitation outrancière ») n'a fait l'objet d'aucune contestation.

Que dire alors de la manifestation du vendredi 30 janvier ? Là, plus besoin de convoquer Victor Hugo. Ce n'était pas une foule qui était dans la rue, mais véritablement tout le peuple de Guadeloupe. À ce stade, les chiffres et l'écart, toujours important entre les estimations des manifestants et celles de la police, n'ont plus aucun sens. Au bout de dix jours de grève générale, la Guadeloupe était plus que jamais mobilisée et, malgré la raréfaction du carburant, tenait à le faire savoir.

## Solidarité

L'appel lancé, en novembre, par le syndicat majoritaire, l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), aux autres structures syndicales, aux associations et aux partis politiques progressistes, n'a cessé de s'étoffer. Officiellement, on compte 49 signataires mais, en réalité, beaucoup d'autres groupes ou associations ont rejoint le mouvement, sans pour autant estimer nécessaire que leur sigle figure au bas de la plateforme. C'est le cas de notre mouvement, le Cercasol (Cercle d'action solidaire), qui est en construction et en train d'élaborer sa charte politique.

Le point de départ affiché a été le coût anormalement élevé des carburants, mais le fond touche à la situation économique, sociale, sociétale et donc politique de la Guadeloupe. Il y a aussi le sentiment, pas toujours clairement identifié par l'ensemble de la population, que la situation de la Guadeloupe – qui peut, sous l'angle simplement social (pouvoir d'achat, cherté) s'apparenter à celle des Français dans l'Hexagone –, revêt, au-delà de la difficulté à joindre les deux bouts, un caractère particulier.

Le Liyannaj (« tissage de liens solidaires » en créole) – je suppose que le dictionnaire de l'académie finira par intégrer ce mot – a apporté, dans la plateforme de négociation du collectif, des revendications dont l'étendue est à la mesure de la diversité de ses composantes. La transversalité de la plateforme (le mot a été utilisé par le représentant du Medef) conduit la plupart des élus interrogés par la presse à dire qu'elle déborde le cadre institutionnel actuel de la Guadeloupe.

Avec le terme de *pwofitasyon*, qui désigne la pression et l'exploitation qu'un plus fort exerce sur un plus faible, le collectif représentant le peuple, singulièrement ses couches les plus défavorisées, s'inscrit dans une perspective de la lutte de classe. Il en est ainsi de l'exigence de relèvement de 200 euros des bas salaires, des minima sociaux, etc. Il s'agit, ni plus ni moins, de rendre un peu plus équitable la redistribution des richesses.

## Ferveur populaire

Mais, au-delà, la question politique des institutions et du statut de la Guadeloupe est posée. Le collectif a, dès le début, signifié cette dimension en exigeant que les négociations se fassent avec trois partenaires réunis face à lui : les collectivités, le patronat et l'État. Malgré les appels réitérés pour que le collectif « *négoce avec chaque partenaire, séparément, les points qui le concernent* », celui-ci a tenu bon et, renforcé par la grande manifestation du 24 janvier, a obtenu que les négociations s'ouvrent, dans l'après-midi, avec la configuration à quatre (collectif, patrons, État, élus).

Si un psychologue a pu, dans une interview, au début du mouvement (il s'est bien gardé par la suite de réitérer ses propos), prétendre que des mouvements de ce genre délitaient le lien social à cause des gênes occasionnées par la grève générale, c'est qu'il n'était pas sur le terrain. C'est qu'il n'a pas constaté, comme j'ai pu le faire, la ferveur populaire qui s'exprimait au passage du convoi de notre syndicat. Ainsi, lors d'une de nos journées d'action (chaque jour, nous innovons), nous avons placé devant les voitures, pour une opération *molokoï* [2], une équipe de cyclistes précédés de deux motards. On pouvait se croire, en traversant les quartiers avec la population massée au bord des routes à l'appel de nos klaxons et sirènes de mégaphone, dans une caravane du tour cycliste, un des événements sportifs les plus populaires en Guadeloupe.

En fait de délitement du lien social, la Guadeloupe est de plus en plus mobilisée et s'organise pour s'adapter aux contraintes que génère une telle mobilisation. Alors que le mouvement a débuté autour du prix des carburants et que le prix à la pompe a baissé, dès la mi-décembre, il est, en tout premier lieu, extraordinaire de constater que les Guadeloupéens redécouvrent qu'ils peuvent utiliser leurs jambes pour se déplacer et, les stations d'essence étant fermées [3], organiser du covoiturage pour se rendre, notamment, aux manifestations éloignées de leurs domiciles.

Les solutions alternatives s'imposent presque d'elles-mêmes. C'est, par exemple, cet agriculteur qui vient expliquer à la radio qu'il a quatre hectares de tomates qu'il devra détruire, car il n'a plus le réseau de distribution pour les écouler et qui, dans le quart d'heure qui suit, fait passer un communiqué indiquant qu'il vendra sa production sur le marché de nuit de sa commune.

La question agricole est très présente dans le débat et se retrouve dans les points de revendications

de la plateforme. Face à la « gêne » occasionnée par la fermeture des grandes et moyennes surfaces qui, depuis des décennies, entraînent la population à se nourrir en majeure partie de denrées extérieures, le monde agricole rappelle qu'un pays doit avoir une agriculture capable de nourrir ses habitants. Il en est de même de la pêche. Les quatre syndicats agricoles de la Guadeloupe, souvent divisés notamment pour conquérir la chambre d'agriculture, se retrouvent aujourd'hui unis et vêtus du même tee-shirt et adhèrent ensemble au principe du slogan, utilisé par l'un d'entre eux pour les dernières élections à la chambre, « *Pou jaden annou pa pousé si bato* » (« Pour que notre jardin ne soit pas cultivé sur un bateau »). Et d'organiser des marchés plus ou moins improvisés de paniers de fruits et légumes dans les différentes communes.

Dans la rue, dans les quartiers, une parole renouée trouve toutes les bouches et les oreilles nécessaires à son éclosion. Des forums s'improvisent. Le verbe supplante l'économie de consommation débilante.

## **Négociations en direct**

La Guadeloupe suit la négociation à la télévision ou à la radio, en semi-direct le samedi 24 janvier, puis en direct les trois jours suivants. Jusqu'à ce que, mercredi 21 janvier au soir, le préfet, suivant les ordres du gouvernement, rompe unilatéralement la négociation en quittant la salle après avoir lu une note du secrétaire d'État à l'Outre-mer, Yves Jégo, ne répondant en rien aux questions posées. Ce véritable affront a été lavé par les Guadeloupéens avec la manifestation du vendredi 30 janvier où jamais, de mémoire de militants, on n'a vu pareille marée humaine dans la rue.

Au moment où ces lignes sont écrites, en ces heures matutinales du dimanche 25 janvier, treizième jour du mouvement, Yves Jégo, qui a préféré se rendre à la Réunion pour inaugurer une station photovoltaïque plutôt que de venir participer aux négociations chez nous, est finalement attendu. Il aura voyagé dans un avion militaire. Quel tour prendra la suite des événements ? La négociation reprendra-t-elle ? Une chose est sûre, si elle reprend, les Guadeloupéens ne comprendront pas qu'elle redémarre à huis clos. Ils attendent que reprenne ce magnifique exercice de pédagogie à la démocratie que furent ces quatre jours de feuilleton télévisé des négociations, le plus passionnant qu'il ne leur a jamais été donné de suivre à la télévision. Et pour cause, ils n'ont pas besoin de s'identifier à tel ou tel personnage d'une quelconque fiction, c'est leur avenir qui se construit sous leurs yeux, et ils ont le sentiment fort de participer à cette construction.

Je ne puis m'empêcher de trouver extraordinaire que ce mouvement, quelle que soit sa suite, véritablement historique pour la Guadeloupe, se déroule au moment où tous les altermondialistes de la planète sont réunis à Belém, dans le cadre du Forum social mondial. J'en profite pour remercier les camarades de la délégation martiniquaise qui, d'après ce que j'ai appris, ont excusé l'absence des Guadeloupéens. Beaucoup d'entre nous, en tout cas les militants du syndicat CTU, d'Attac-Guadeloupe, dont les banderoles et les pancartes indiquaient la présence dans toutes les manifestations, et du Cercasol, pensant global, se sont retrouvés pour agir local.

Enfin, il y a des jours où il faut faire fi de la modestie : le Che voulait allumer des Viêt-nam aux quatre coins de la planète, souhaitons que de nombreuses Guadeloupe s'allument, déjà en France et, pourquoi pas, en Europe.

## **PWOFITASYON)**

► Relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 euros, des bas salaires, des retraites et des minima sociaux afin de relancer le pouvoir d'achat, de soutenir la consommation des produits guadeloupéens et plus généralement la demande.

► Relèvement immédiat du Smic, des salaires du secteur privé, des traitements de la fonction publique, du minimum vieillesse, des minima sociaux.

► Salaire minimum guadeloupéen calculé sur le coût réel de la vie en Guadeloupe.

► Création d'un bureau d'études ouvrières, chargé de calculer l'évolution des prix des produits réellement consommés par les travailleurs.

► Réductions d'impôts fondées sur la justice fiscale.

► Baisse significative de toutes les taxes et marges sur les produits de première nécessité et sur les transports.

► Baisse des taux de la taxe sur les carburants.

► Suppression de la taxation des produits locaux.

► Transparence sur la fixation des prix de l'eau, des transports, des carburants, des loyers, du gaz, de l'électricité, des nouvelles technologies de l'information et de communication

► Contamination des terres par la chlordécone : mesures sanitaires et indemnisations des victimes.

• La plateforme complète est sur [http://ugtg.org/article\\_700.html](http://ugtg.org/article_700.html)

## **LES MÉDIAS ET LE SILENCE COLONIAL**

Il aura fallu attendre plus de dix jours pour que les médias commencent à s'intéresser à la grève générale en Guadeloupe. Une île paralysée, des dizaines de milliers de gens dans la rue, des centaines de militaires envoyés en renfort : silence radio, jusqu'à l'annonce de l'arrivée d'Yves Jégo, secrétaire d'État à l'Outre-mer qui, lui aussi, a mis du temps à se bouger. Depuis le 31 janvier, la presse et les télé ont enfin leurs envoyés spéciaux. Mais, en dehors de quelques bons reportages qui font découvrir à la « métropole » que, là-bas, il n'y a pas que le soleil et la danse, mais aussi une détresse sociale avec du chômage et des prix exorbitants, il y a le reste. C'est-à-dire des récits de touristes ou d'industriels du tourisme qui se plaignent de la grève qui gêne leurs loisirs ou leur commerce... les pauvres ! Décidément, le temps des colonies n'est pas fini.

\* *Paru dans Rouge n° 2285, 05/02/2009 (Pleins feux).*

---

## **Guadeloupe : communiqué du LKP**

Le Collectif LIYANNAJ KONT PWOFITASYON apporte un démenti formel aux allégations de M<sup>me</sup> ALLIOT-MARIE, Ministre chargée de l'Intérieur, selon lesquelles un accord serait intervenu

pour la plupart des points contenus dans la plate-forme de revendications du LKP.

Le Collectif LIYANNAJ KONT PWOFITASYON réaffirme, QU'AU CONTRAIRE, il n'y a aucun point d'accord notamment en ce qui concerne le relèvement de 200 € des bas salaires, des retraites et des minima sociaux, la baisse du prix de l'essence et des produits de première nécessité.

Le Collectif LIYANNAJ KONT PWOFITASYON appelle les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe à poursuivre plus que jamais la grève générale déclenchée le Mardi 20 Janvier 2009.

LA GREVE CONTINUE

Pour le Collectif Liyannaj Kont Pwofitasyon

Elie DOMOTA

Lapwent, 06 Févriyé 2009.

---

## Notes

[1] Expression liée au carnaval, où une foule en liesse « déboule » dans les rues. À Pointe-à-Pitre comme à Basse-Terre, le carnaval a pris un tour politique en étant placé par le collectif et l'ensemble de la population sous les thèmes de konsyans (« conscience ») et kont pwofitasyon (« lutte contre les profiteurs »).

[2] Mot créole désignant une espèce de tortue et, métaphoriquement, quelqu'un de très lent.

[3] Les gérants de station sont en conflit avec certaines compagnies pétrolières en marge du grand mouvement social dont, il faut le dire, ils espèrent qu'il les aidera à obtenir satisfaction.